


Département d'Ardèche



VILLE DE TOURNON-SUR-RHÔNE

SCHEMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES

ZONAGE EAUX USEES

	SIEGE	IMPLANTATION REGIONALE
	Groupe MERLIN 6, Rue Grolée 69289 LYON Cédex 02 Téléphone : 04-72-32-56-00 Télécopie : 04-78-38-37-85	CABINET MERLIN 124, Av. de la Libération 26 000 VALENCE Téléphone : 04-75-44-39-92 Télécopie : 04-75-41-62-99

GROUPE MERLIN/Réf doc : 163102-108-ETU-ME-1-004

Ind	Etabli par	Approuvé par	Date	Objet de la révision
A	M.CHAUVET	R.GARCIA	19-06-2017	Emission

SOMMAIRE

1	CONTENU DU DOSSIER D'ENQUETE PUBLIQUE.....	4
2	NOM ET ADRESSE DE LA COLLECTIVITE COMPETENTE EN ASSAINISSEMENT PLUVIAL	5
3	AVANT-PROPOS	6
4	CADRE REGLEMENTAIRE	7
4.1	OBJET DE L'ENQUETE PUBLIQUE.....	7
4.2	CONDITIONS GENERALES DE L'ENQUETE PUBLIQUE	8
4.3	DEROULEMENT DE L'ENQUETE PUBLIQUE.....	8
4.3.1	DESIGNATION DU COMMISSAIRE ENQUETEUR OU D'UNE COMMISSION D'ENQUETE.....	8
4.3.2	DUREE DE L'ENQUETE.....	8
4.3.3	CAS DE L'ENQUETE PUBLIQUE UNIQUE.....	8
4.3.4	ORGANISATION DE L'ENQUETE	9
4.3.5	JOURS ET HEURES DE L'ENQUETE	9
4.3.6	PUBLICITE DE L'ENQUETE.....	10
4.3.7	OBSERVATIONS, PROPOSITIONS ET CONTRE-PROPOSITIONS DU PUBLIC	10
4.3.8	COMMUNICATION DE DOCUMENTS A LA DEMANDE DU COMMISSAIRE ENQUETEUR.....	10
4.3.9	VISITE DES LIEUX PAR LE COMMISSAIRE ENQUETEUR.....	10
4.3.10	AUDITION DE PERSONNES PAR LE COMMISSAIRE ENQUETEUR	11
4.3.11	REUNION D'INFORMATION ET D'ECHANGE AVEC LE PUBLIC.....	11
4.3.12	CLOTURE DE L'ENQUETE.....	11
4.3.13	RAPPORT ET CONCLUSIONS.....	11
4.4	APPROBATION DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT	12
5	NOTICE DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT EAUX USEES DE LA COMMUNE DE TOURNON SUR RHONE.....	13
5.1	PREAMBULE.....	13
5.2	DONNEES DE BASE	13
5.2.1	LE SCOT.....	13
5.2.2	LE PLU.....	13
5.2.3	CONTEXTE REGLEMENTAIRE LOCAL SPECIFIQUE A L'ASSAINISSEMENT EAUX USEES	13
5.2.4	CONTEXTE REGLEMENTAIRE LOCAL SPECIFIQUE AU MILIEU NATUREL.....	14
5.2.4.1	RESEAU HYDROGRAPHIQUE.....	14
5.2.4.2	LE PPRNI DU BASSIN DE TOURNON-SUR-RHONE.....	14
5.2.4.3	ZONES NATURELLES D'INTERET ECOLOGIQUE, FAUNISTIQUE ET FLORISTIQUE (ZNIEFF)	14
5.2.5	CONTEXTE REGLEMENTAIRE LOCAL SPECIFIQUE AUX MILIEUX AQUATIQUES.....	16
5.2.5.1	ETAT DES COURS D'EAU SELON LE SDAGE.....	16
5.2.5.2	OBJECTIFS DE BON ETAT AU SENS DU SDAGE	16
5.2.5.3	SYNTHESE DES ENJEUX LIES AU MILIEU RECEPTEUR	17
5.2.6	POPULATION.....	17
5.2.7	GROS CONSOMMATEURS	18
5.2.8	CONFIGURATION DE L'HABITAT	20
5.3	ETAT ACTUEL DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF.....	21
5.3.1	GESTION DES ABONNES ET POPULATION DESSERVIE.....	21
o	NOMBRE D'ABONNES ASSAINISSEMENT	21
o	TAUX DE RACCORDEMENT THEORIQUE	21
o	POPULATION DESSERVIE	22
o	TAUX DE DESSERTE PAR LES RESEAUX DE COLLECTE DES EAUX USEES.....	22
5.3.2	- LES VOLUMES ASSUJETIS A L'ASSAINISSEMENT	22
5.3.3	INFRASTRUCTURES DE COLLECTE ET DE TRANSFERT DES EAUX USEES.....	23
5.3.3.1	CANALISATIONS D'ASSAINISSEMENT	23
5.3.3.2	POSTES DE RELEVAGE.....	23
5.3.3.3	DEVERSOIR D'ORAGE	24
5.3.4	SYNOPTIQUE DU RESEAU D'ASSAINISSEMENT.....	26
5.3.5	STATION D'EPURATION.....	27
5.4	ETAT ACTUEL DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF	29
5.5	ZONAGE D'ASSAINISSEMENT	30

5.5.1	ZONAGE D'ASSAINISSEMENT.....	30
5.5.2	PRESENTATION DE LA CARTE DE ZONAGE	30
5.5.3	PERSPECTIVES D'EVOLUTION DES FLUX COLLECTES ET IMPACT SUR LA STATION D'EPURATION 31	
5.5.3.1	ZONES D'URBANISATION FUTURES	31
5.5.3.2	DEMANDE DOMESTIQUE FUTURE.....	31
5.5.3.3	ESTIMATION DU VOLUME D'EAUX USEES FUTURES	31
5.5.3.4	FLUX ET POLLUTIONS FUTURS EN ENTREE STEP - ETUDE CAPACITAIRE A L'HORIZON 2025 .	32
5.5.3.5	CONCLUSION :	32
6	ANNEXES.....	33

1 CONTENU DU DOSSIER D'ENQUETE PUBLIQUE

Le contenu du dossier d'enquête publique est spécifié dans l'article R 123-8 du Code de l'Environnement.

Afin de faciliter la compréhension du dossier d'enquête publique et de juger de sa complétude, le tableau suivant présente l'organisation du dossier par rapport aux éléments demandés par la réglementation.

COMPOSITION DU DOSSIER D'ENQUETE PUBLIQUE SELON L'ARTICLE R. 123-8 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT	ELEMENTS A RETROUVER DANS LE DOSSIER
<p>1° Lorsqu'ils sont requis, l'étude d'impact et son résumé non technique ou l'évaluation environnementale et son résumé non technique, et, le cas échéant, la décision d'examen au cas par cas de l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement visée au I de l'article L. 122-1 ou au IV de l'article L. 122-4, ainsi que l'avis de l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement mentionné aux articles L. 122-1 et L. 122-7 du présent code ou à l'article L. 121-12 du code de l'urbanisme.</p> <p>2° En l'absence d'étude d'impact ou d'évaluation environnementale, une note de présentation précisant les coordonnées du maître d'ouvrage ou du responsable du projet, plan ou programme, l'objet de l'enquête, les caractéristiques les plus importantes du projet, plan ou programme et présentant un résumé des principales raisons pour lesquelles, notamment du point de vue de l'environnement, le projet, plan ou programme soumis à enquête a été retenu.</p> <p>3° La mention des textes qui régissent l'enquête publique en cause et l'indication de la façon dont cette enquête s'insère dans la procédure administrative relative au projet, plan ou programme considéré, ainsi que la ou les décisions pouvant être adoptées au terme de l'enquête et les autorités compétentes pour prendre la décision d'autorisation ou d'approbation.</p> <p>4° Lorsqu'ils sont rendus obligatoires par un texte législatif ou réglementaire préalablement à l'ouverture de l'enquête, les avis émis sur le projet plan, ou programme. Dans le cas d'avis très volumineux, une consultation peut en être organisée par voie électronique dans les locaux de consultation du dossier.</p> <p>5° Le bilan de la procédure de débat public organisée dans les conditions définies aux articles L. 121-8 à L. 121-15, ou de la concertation définie à l'article L. 121-16, ou de toute autre procédure prévue par les textes en vigueur permettant au public de participer effectivement au processus de décision. Lorsqu'aucune concertation préalable n'a eu lieu, le dossier le mentionne.</p> <p>6° La mention des autres autorisations nécessaires pour réaliser le projet, plan ou programme, en application du I de l'article L. 214-3, des articles L. 341-10 et L. 411-2 (4°) du code de l'environnement, ou des articles L. 311-1 et L. 312-1 du code forestier.</p>	<p>Le zonage d'assainissement des eaux usées fait l'objet d'une procédure d'examen au cas par cas pour la réalisation d'une évaluation environnementale auprès de la DREAL.</p>

2 NOM ET ADRESSE DE LA COLLECTIVITE COMPETENTE EN ASSAINISSEMENT

IDENTIFICATION DE LA COLLECTIVITE COMPETENTE EN ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES

COMMUNE DE TOURNON SUR RHONE

Représentée par Monsieur le Maire,

COORDONNÉES

Mairie

Place Auguste Faure, BP 92, 07301 Tournon-sur-Rhône,

Téléphone : 04 75 07 83 83

Mail : maire@ville-tournon.com

A TOURNON SUR RHONE, le

Signature du demandeur

3 AVANT-PROPOS

Dans le cadre de la révision du PLU de Tournon sur Rhône, la commune s'est engagée dans une démarche de révision du zonage d'assainissement des eaux usées.

Ce rapport présente le zonage tel qu'il a été retenu par la commune, en justifiant le choix au regard des équipements existants ou prévus, des enjeux et des orientations d'urbanisme affichées au Plan Local d'Urbanisme.

Ce document constitue le rapport du dossier présenté au commissaire enquêteur.

La commune étant en procédure d'élaboration de son Plan Local d'Urbanisme, le présent zonage d'assainissement des eaux usées pourra être :

- ✓ soit intégré dans les annexes du PLU suite à l'enquête PLU, si le PLU n'a pas encore été approuvé ;
- ✓ soit intégré dans le PLU après approbation dans le cadre d'une procédure de mise à jour.

4 CADRE REGLEMENTAIRE

4.1 OBJET DE L'ENQUETE PUBLIQUE

L'article L.2224-10 du Code général des collectivités territoriales stipule que « *les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent, après enquête publique [...]* » :

- ✓ 1° *Les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;*
- ✓ 2° *Les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont tenues d'assurer le contrôle de ces installations et, si elles le décident, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif [...]* »

Par ailleurs, l'article R.2224-8 du Code général des collectivités territoriales stipule que « *l'enquête publique préalable à la délimitation des zones mentionnées à l'article L.2224-10 est conduite par le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, dans les formes prévues par les articles R.123-1 à R.123-27 du Code de l'environnement* ».

En outre, l'article R.2224-9 du Code général des collectivités territoriales précise que « *le dossier soumis à l'enquête comprend un projet de délimitation des zones d'assainissement de la commune, faisant apparaître les agglomérations d'assainissement comprises dans le périmètre du zonage, ainsi qu'une notice justifiant le zonage envisagé* ».

En outre, l'article L.2224-10 du Code général des collectivités territoriales stipule que « *les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent, après enquête publique [...]* » :

- ✓ 3° *Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;*
- ✓ 4° *Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement.* »

Au regard de l'article L.123-6 du Code de l'environnement, les deux enquêtes peuvent faire l'objet d'une enquête unique : « *Lorsque la réalisation d'un projet, plan ou programme est soumise à l'organisation de plusieurs enquêtes publiques dont l'une au moins en application de l'article L.123-2, il peut être procédé à une enquête unique régie par le présent chapitre, dès lors que les autorités compétentes désignent d'un commun accord celle qui sera chargée d'ouvrir et d'organiser cette enquête.*

Le dossier soumis à enquête publique unique comporte les pièces ou éléments exigés au titre de chacune des enquêtes initialement requises et une note de présentation non technique du projet, plan ou programme.

Cette enquête unique fait l'objet d'un rapport unique du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête ainsi que de conclusions motivées au titre de chacune des enquêtes publiques initialement requises. »

4.2 CONDITIONS GENERALES DE L'ENQUETE PUBLIQUE

L'enquête publique est ouverte et organisée par la commune de Tournon sur Rhône et se déroule dans les conditions prévues par les articles L.123-1 à L.123-19 et L.126-1 ainsi que les articles R.123-1 à R.123-27 du Code de l'environnement.

4.3 DEROULEMENT DE L'ENQUETE PUBLIQUE

4.3.1 DESIGNATION DU COMMISSAIRE ENQUETEUR OU D'UNE COMMISSION D'ENQUETE

Le maire de la commune saisit, en vue de la désignation d'un commissaire enquêteur ou d'une commission d'enquête, le président du tribunal administratif dans le ressort duquel se situe le siège de cette autorité, et lui adresse une demande qui précise l'objet de l'enquête ainsi que la période d'enquête proposée, et comporte le résumé non technique ou la note de présentation.

Le président du tribunal administratif ou le magistrat délégué par lui à cette fin désigne dans un délai de quinze jours un commissaire enquêteur ou les membres, en nombre impair, d'une commission d'enquête parmi lesquels il choisit un président. Il nomme également un ou plusieurs suppléants au commissaire enquêteur ou aux membres de la commission d'enquête qui remplace le titulaire en cas d'empêchement et exerce alors ses fonctions jusqu'au terme de la procédure.

Dès la désignation du ou des commissaires enquêteurs, le maire de la commune adresse à chacun d'entre eux, suppléant(s) compris, une copie du dossier complet soumis à enquête publique et, lorsqu'il est disponible sous cette forme, une copie numérique de ce dossier.

4.3.2 DUREE DE L'ENQUETE

La durée de l'enquête publique est fixée par le maire de la commune. Cette durée ne peut être inférieure à trente jours et ne peut excéder deux mois, sauf pour les cas de suspension d'enquête ou d'enquête complémentaire (articles R.123-22 et R.123-23).

4.3.3 CAS DE L'ENQUETE PUBLIQUE UNIQUE

Le dossier soumis à enquête publique unique comporte les pièces ou éléments exigés au titre de chacune des enquêtes initialement requises, et une note de présentation non technique du projet.

La durée de l'enquête unique ne peut être inférieure à la durée minimale la plus longue prévue par l'une des réglementations.

L'enquête unique fait l'objet d'un registre d'enquête unique, d'un rapport unique du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête, ainsi que de conclusions motivées au titre de chacune des enquêtes publiques initialement requises.

Le maire de la commune adresse, dès leur réception, copie du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête, au président du tribunal administratif et aux maîtres d'ouvrage du projet.

4.3.4 ORGANISATION DE L'ENQUETE

Le maire de la commune précise par arrêté, quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et après concertation avec le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête :

1. L'objet de l'enquête, notamment les caractéristiques principales du projet, la date à laquelle celle-ci sera ouverte et sa durée ;
2. La ou les décisions pouvant être adoptée(s) au terme de l'enquête et les autorités compétentes pour prendre la décision d'autorisation ou d'approbation ;
3. Le nom et les qualités du commissaire enquêteur ou des membres de la commission d'enquête, et de leurs suppléants ;
4. Les lieux, ainsi que les jours et heures où le public pourra consulter le dossier d'enquête et présenter ses observations sur le registre ouvert à cet effet ; en cas de pluralité de lieux d'enquête, l'arrêté désigne parmi eux le siège de l'enquête, où toute correspondance relative à l'enquête peut être adressée au commissaire enquêteur ou à la commission d'enquête ;
5. Les lieux, jours et heures où le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête, représentée par un ou plusieurs de ses membres, se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations ;
6. Le cas échéant, la date et le lieu des réunions d'information et d'échange envisagées ;
7. La durée et les lieux où, à l'issue de l'enquête, le public pourra consulter le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête ;
8. L'existence d'une évaluation environnementale, d'une étude d'impact ou, à défaut, d'un dossier comprenant les informations environnementales se rapportant à l'objet de l'enquête, et du lieu où ces documents peuvent être consultés ;
9. L'existence de l'avis de l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement mentionné aux articles L.122-1 et L.122-7 du présent code ou de l'article L.121-12 du Code de l'urbanisme, et le lieu où il peut être consulté ;
10. L'information selon laquelle, le cas échéant, le dossier d'enquête publique est transmis à un autre Etat, membre de l'Union européenne ou partie à la convention sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière, signée à Espoo le 25 février 1991, sur le territoire duquel le projet est susceptible d'avoir des incidences notables ;
11. L'identité de la ou des personnes responsables du projet ou de l'autorité auprès de laquelle des informations peuvent être demandées ;
12. Le cas échéant, l'adresse du site internet sur lequel des informations relatives à l'enquête pourront être consultées, ou les moyens offerts au public de communiquer ses observations par voie électronique.

4.3.5 JOURS ET HEURES DE L'ENQUETE

Les jours et heures, ouvrables ou non, où le public pourra consulter un exemplaire du dossier et présenter ses observations, sont fixés de manière à permettre la participation de la plus grande partie de la population, compte tenu notamment de ses horaires normaux de travail. Ils comprennent au minimum les jours et heures habituels d'ouverture au public de chacun des lieux où est déposé le dossier ; ils peuvent en outre comprendre des heures en soirée ainsi que plusieurs demi-journées prises parmi les samedis, dimanches et jours fériés.

4.3.6 PUBLICITE DE L'ENQUETE

Un avis portant les indications mentionnées à l'article R.123-9 à la connaissance du public est publié en caractères apparents quinze jours au moins avant le début de l'enquête, et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le ou les départements concernés.

Le maire de la commune désigne les lieux où cet avis doit être publié par voie d'affiches et, éventuellement, par tout autre procédé. Cet avis est publié quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci.

L'avis d'enquête est également publié sur le site internet de la mairie, lorsque celle-ci en dispose.

4.3.7 OBSERVATIONS, PROPOSITIONS ET CONTRE-PROPOSITIONS DU PUBLIC

Pendant la durée de l'enquête, le public peut consigner ses observations, propositions et contre-propositions sur le registre d'enquête, établi sur feuillets non mobiles, coté et paraphé par le commissaire enquêteur ou un membre de la commission d'enquête, tenu à leur disposition dans chaque lieu où est déposé un dossier.

Les observations, propositions et contre-propositions peuvent également être adressées par correspondance au commissaire enquêteur ou au président de la commission d'enquête au siège de l'enquête, et le cas échéant, selon les moyens de communication électronique indiqués dans l'arrêté d'ouverture de l'enquête. Elles sont tenues à la disposition du public au siège de l'enquête dans les meilleurs délais.

En outre, les observations écrites et orales du public sont également reçues par le commissaire enquêteur ou par un membre de la commission d'enquête, aux lieux, jours et heures qui auront été fixés et annoncés dans les conditions prévues aux articles R.123-9 à R.123-11.

Les observations du public sont consultables et communicables aux frais de la personne qui en fait la demande pendant toute la durée de l'enquête.

4.3.8 COMMUNICATION DE DOCUMENTS A LA DEMANDE DU COMMISSAIRE ENQUETEUR

Lorsqu'il entend faire compléter le dossier par des documents utiles à la bonne information du public dans les conditions prévues à l'article L.123-13, le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête en fait la demande au responsable du projet ; cette demande ne peut porter que sur des documents en la possession de ce dernier.

Les documents ainsi obtenus ou le refus motivé du responsable du projet sont versés au dossier tenu au siège de l'enquête.

Lorsque de tels documents sont ajoutés en cours d'enquête, un bordereau joint au dossier d'enquête mentionne la nature des pièces et la date à laquelle celles-ci ont été ajoutées au dossier d'enquête.

4.3.9 VISITE DES LIEUX PAR LE COMMISSAIRE ENQUETEUR

Lorsqu'il a l'intention de visiter les lieux concernés par le projet, à l'exception des lieux d'habitation, le commissaire enquêteur en informe au moins quarante-huit heures à l'avance les propriétaires et les occupants concernés, en leur précisant la date et l'heure de la visite projetée.

4.3.10 AUDITION DE PERSONNES PAR LE COMMISSAIRE ENQUETEUR

Dans les conditions prévues à l'article L.123-13, le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête peut auditionner toute personne ou service qu'il lui paraît utile de consulter pour compléter son information sur le projet soumis à enquête publique. Le refus éventuel, motivé ou non, de demande d'information ou l'absence de réponse est mentionné par le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête dans son rapport.

4.3.11 REUNION D'INFORMATION ET D'ECHANGE AVEC LE PUBLIC

Lorsqu'il estime que l'importance ou la nature du projet ou les conditions de déroulement de l'enquête publique rendent nécessaire l'organisation d'une réunion d'information et d'échange avec le public, le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête en informe l'autorité en charge de l'ouverture et de l'organisation de l'enquête ainsi que le responsable du projet en leur indiquant les modalités qu'il propose pour l'organisation de cette réunion.

A l'issue de la réunion publique, un compte rendu est établi par le commissaire enquêteur ou par le président de la commission d'enquête et adressé dans les meilleurs délais au responsable du projet si qu'à l'autorité en charge de l'ouverture et de l'organisation de l'enquête.

4.3.12 CLOTURE DE L'ENQUETE

A l'expiration du délai d'enquête, le registre d'enquête est mis à disposition du commissaire enquêteur ou du président de la commission d'enquête et clos par lui. En cas de pluralité de lieux d'enquête, les registres sont transmis sans délai au commissaire enquêteur ou au président de la commission d'enquête et clos par lui.

Dès réception du registre et des documents annexés, le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête rencontre, dans la huitaine, le responsable du projet et lui communique les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse. Le responsable du projet dispose d'un délai de quinze jours pour produire ses observations éventuelles.

4.3.13 RAPPORT ET CONCLUSIONS

Le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête établit un rapport qui relate le déroulement de l'enquête et examine les observations recueillies.

Le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête consigne, dans un document séparé, ses conclusions motivées, en précisant si elles sont favorables, favorables sous réserves ou défavorables au projet.

A la réception des conclusions du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête, le maire de la commune, lorsqu'il constate une insuffisance ou un défaut de motivation de ces conclusions susceptible de constituer une irrégularité dans la procédure, peut en informer le président du tribunal administratif ou le conseiller délégué par lui dans un délai de quinze jours, par lettre d'observation.

Si l'insuffisance ou le défaut de motivation est avéré, le président du tribunal administratif ou le conseiller qu'il délègue, dispose de quinze jours pour demander au commissaire enquêteur ou à la commission d'enquête de compléter ses conclusions. En l'absence d'intervention de la part du président du tribunal administratif ou du conseiller qu'il délègue dans ce délai de quinze jours, la demande est réputée rejetée. La décision du président du tribunal administratif ou du conseiller qu'il délègue n'est pas susceptible de recours.

Dans un délai de quinze jours à compter de la réception des conclusions du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête, le président du tribunal administratif ou le conseiller qu'il délègue peut également intervenir de sa propre initiative auprès de son auteur pour qu'il les complète, lorsqu'il constate une insuffisance ou un défaut de motivation de ces conclusions susceptible de constituer une irrégularité dans la procédure.

Le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête est tenu de remettre ses conclusions complétées au maire et au président du tribunal administratif dans un délai d'un mois.

Le maire de la commune adresse, dès leur réception, copies du rapport et des conclusions au responsable du projet.

Copies du rapport et des conclusions sont également adressées à la préfecture du département concerné pour y être sans délai tenue à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

Lorsqu'elle a publié l'avis d'ouverture de l'enquête sur son site internet, la commune publie le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête sur ce même site et le tient à la disposition du public pendant un an.

4.4 APPROBATION DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

L'approbation du zonage comporte les étapes suivantes :

- ✓ Examen des conclusions du commissaire enquêteur ;
- ✓ Mises à jour éventuelles du projet de zonage et approbation par chacune des assemblées délibérantes compétentes (dans le cas d'une modification, une nouvelle enquête publique s'avère nécessaire) ;
- ✓ Publicité des délibérations correspondantes ;
- ✓ Contrôle de légalité du Préfet.

5 NOTICE DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT EAUX USEES DE LA COMMUNE DE TOURNON SUR RHONE

5.1 PREAMBULE

La commune de Tournon-sur-Rhône a décidé de réaliser la mise à jour du zonage d'assainissement eaux usées de la commune, afin de le mettre en cohérence avec le PLU.

Cette étude s'appuie ainsi sur les documents existants suivants :

- ✓ Etude de zonage assainissement approuvée en 2011 (Safege) ;
- ✓ Schéma directeur d'assainissement en 2010 (Safege) ;
- ✓ Schéma directeur d'eau potable en 2016 (Cabinet Merlin).

5.2 DONNEES DE BASE

5.2.1 LE SCOT

La commune Tournon-sur-Rhône fait partie du SCOT du Grand Rovaltain Drôme-Ardèche. Le projet a été arrêté en octobre 2016.

5.2.2 LE PLU

Le Plan local d'urbanisme de Tournon-sur-Rhône a été approuvé par délibération du Conseil Municipal du 13 décembre 2012. Une procédure de prescription a été ouverte le 24 septembre 2015 en vue de réviser ce document d'urbanisme.

5.2.3 CONTEXTE REGLEMENTAIRE LOCAL SPECIFIQUE A L'ASSAINISSEMENT EAUX USEES

Le **règlement du service d'assainissement de la ville de Tournon** a été approuvé le 31 décembre 1979, modifié les 28 juin 1983, 20 Mai 1984 et en mars 2014. Il définit les relations et les obligations respectives du service et de l'utilisateur ainsi que, entre autre, les conditions de déversement des eaux usées.

En matière d'assainissement, la commune dispose d'un Schéma Directeur d'Assainissement établi en 2010 par le bureau d'études Safege, le réseau d'assainissement avait alors fait l'objet d'une modélisation hydraulique.

Ce schéma a mis en évidence différentes anomalies sur le réseau d'assainissement. Il s'agit souvent de point d'insuffisance des capacités d'écoulement ou de transfert. Des préconisations ont été émises pour résorber ces dysfonctionnements (mise en séparatif, reprise de déversoirs d'orage, ...). Ainsi, un programme de travaux de 3 millions d'euros a été validé pour améliorer le fonctionnement du réseau d'assainissement.

5.2.4 CONTEXTE REGLEMENTAIRE LOCAL SPECIFIQUE AU MILIEU NATUREL

5.2.4.1 Réseau hydrographique

La commune de Tournon est contournée au Nord, Est puis au Sud par le Rhône. Le drain puis le contre-canal de la digue du Rhône sont l'exutoire d'une grande partie des eaux de ruissellement de la commune. Le débit moyen du Rhône est de l'ordre de 1410 m³/s à Valence.

Le fleuve est l'exutoire du ruisseau suivant sur la zone d'étude :

- ✓ Le Doux (Contrat de rivière) : se jette en rive droite du Rhône, ayant pour débit d'étiage mensuel quinquennal 1.26 m³/s.
- ✓ Le Duzon : ruisseau qui rejoint le Doux en passant par l'Est de St Barthélémy-le-Plain.

5.2.4.2 Le PPRNI du bassin de Tournon-sur-Rhône

Le PPRNI du bassin de Tournon (arrêté préfectoral de juillet 2008) concerne toutes les limites naturelles de la commune ayant pour frontière soit le Rhône (à l'Est) ou soit le Doux (au Nord, entre Tournon et St Jean de Muzols).

Il est à savoir que le PPRI de Tournon dépend de la qualification des digues de protection existantes. Sur la zone d'étude, la majorité des digues requière de la responsabilité de la CNR et une seule de la commune.

Le PPRNI a sectorisé les zones inondables dans deux catégories :

- ✓ Zone R (rouge) : Elle correspond à la bande de sécurité le long de la digue communale qui longe le Rhône, aux zones fortement exposées situées dans le centre urbain et se trouvant dans la zone du Doux
- ✓ Zone B (bleu) : Elles sont modérément exposées aux crues du Rhône et du Doux

Les règles d'occupation du sol et de construction fixent 4 objectifs :

- ✓ La protection des personnes,
- ✓ La protection des biens,
- ✓ Le libre écoulement des eaux
- ✓ La conservation des champs d'inondation

Dispositions concernant les rejets pluviaux communaux.

Le PPRI ne fixe aucune prescriptions concernant les contraintes à respecter pour les rejets pluviaux et donc pour l'élaboration du zonage pluvial de Tournon.

5.2.4.3 Zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF)

La commune de Tournon ne présente pas d'espaces protégés mais elle possède des espaces inventoriés comme les ZNIEFF : Type I et Type II.

Les ZNIEFF de type I représentent des sites particuliers généralement de taille réduite, inférieure aux ZNIEFF de type II. Ces zones présentent un très fort enjeu de préservation voire de valorisation de milieux naturels.

Quant aux ZNIEFF de type II, ce sont des ensembles géographiques généralement importants qui incluent souvent plusieurs ZNIEFF de type I, et qui désignent un ensemble naturel étendu dont les équilibres généraux doivent être préservés. Cette notion d'équilibre n'exclut donc pas qu'une zone de type II fasse l'objet de certains aménagements sous réserve du respect des écosystèmes généraux.

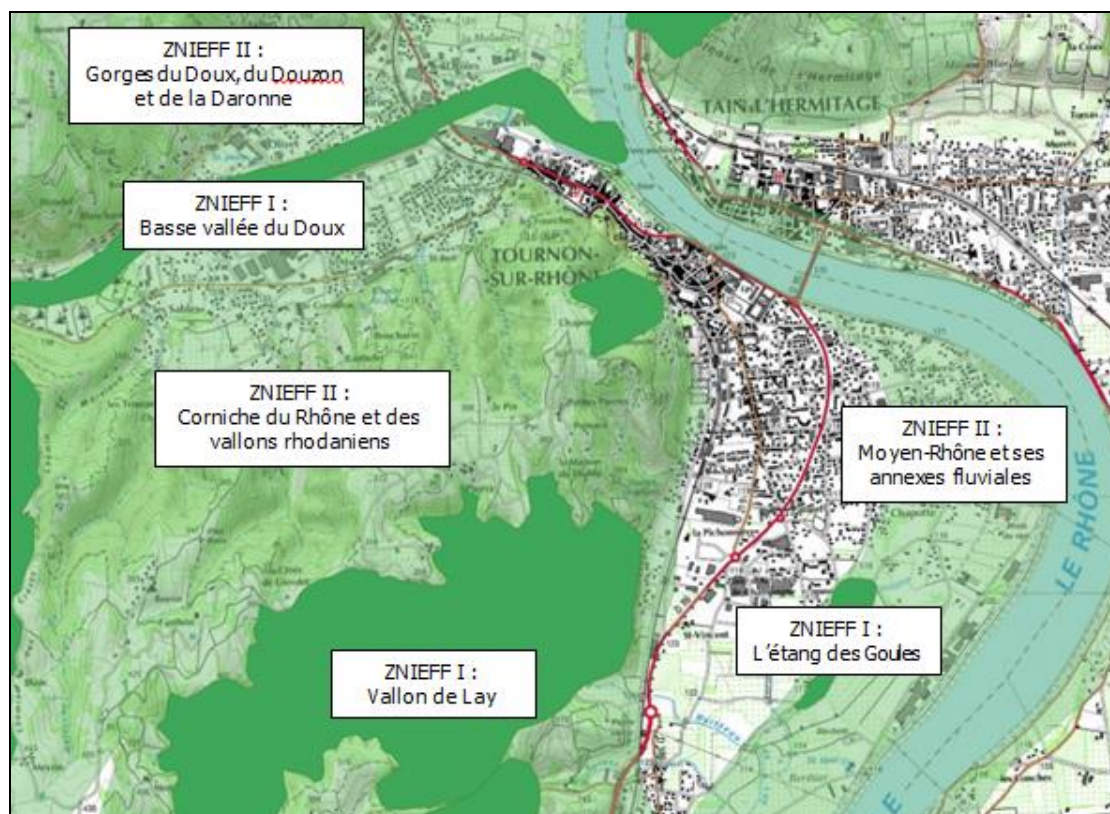


FIGURE 1 : MILIEUX NATURELS ET BIODIVERSITE

Il est recensé sur la commune trois ZNIEFF de type II, qui englobent des ZNIEFF de type I :

- la ZNIEFF de type II intitulée « **Gorges du Doux, du Duzon et de la Daronne** » qui englobe une ZNIEFF de type I intitulée « **Basse-vallée du Doux** » d'une superficie de 2652 ha. Celle-ci se caractérise par la possibilité pour de nombreuses espèces de poissons présentes dans le Doux et le Duzon de rejoindre le Rhône et inversement. D'autre part les eaux de bonne qualité du Doux permettent d'abriter une faune diversifiée tel que le Cordulie à corps fin, l'Agrion orangé, le Torcol fourmilier...
- la ZNIEFF de type II intitulée « **Corniche du Rhône et ensemble des vallons rhodaniens de Tournon à Valence** » qui englobe trois ZNIEFF de type I. La première intitulée « **Vallon des Aurets** » d'une superficie de 156.6 ha, se caractérise par la présence de la Salamandre tachetée et de la Couleuvre à collier au niveau du ruisseau des Aurets. La deuxième intitulée « **Vallon de Lay** », d'une superficie de 257.3 ha, abrite une faune riche et diversifiée, avec notamment plusieurs espèces de rapaces tel que la Bondrée apivore, le Milan noir, le Circaète Jean-le-Blanc...Enfin la troisième intitulée « **Coteau de la chapelle à Tournon-sur-Rhône** » d'une surface de 13.5 ha renferme une flore remarquable avec la présence notamment de lilacées protégées en France tel que la Gagée jaune et la Gagée des rochers.
- La ZNIEFF de type II intitulée « **Ensemble fonctionnel formé par le Moyen-Rhône et ses annexes fluviales** » qui englobe la ZNIEFF de type I intitulée « **Lône des Goules** » d'une superficie de 10.4 ha. Cette zone est riche par ses nombreuses espèces d'oiseaux et de libellules mais aussi par la présence de phragmitaie et de ripisylve constituant ainsi des zones de refuge pour des espèces sensibles aux dérangements.

Par ailleurs, le territoire de Tournon n'accueille à ce jour aucune zone Natura 2000. Un périmètre est en cours d'instauration sur la partie Sud de la commune.

5.2.5 CONTEXTE REGLEMENTAIRE LOCAL SPECIFIQUE AUX MILIEUX AQUATIQUES

5.2.5.1 Etat des cours d'eau selon le SDAGE

Les masses d'eaux superficielles présentes sur le périmètre d'étude sont les suivantes :

- ✓ Le Rhône : n°FRDR2006b
- ✓ Le Doux : n° FRDR452
- ✓ Le Duzon, un affluent du Doux : n° FRDR11799

Ces masses d'eau sont représentées sur la carte hydrographique simplifiée de la zone d'étude (carte ci-dessus).

Le tableau ci-dessous présente les règles utilisées dans le cadre du SDAGE pour caractériser l'état des masses d'eau.

TABLEAU 1 : METHODE DE CARACTERISATION DES MASSES D'EAUX SUPERFICIELLES SELON LE SDAGE

L'OBJECTIF DE BON ETAT EN SYNTHESE

EAUX SUPERFICIELLES	
Masse d'eau naturelle en bon état	Bon état écologique + Bon état chimique
Masse d'eau fortement modifiée en bon état	Bon potentiel écologique + Bon état chimique
Masse d'eau artificielle en bon état	
EAUX SOUTERRAINES	
Masse d'eau en bon état	Bon état quantitatif + Bon état chimique

L'état actuel des masses d'eau superficielles, d'après la dernière évaluation réalisée dans le cadre du SDAGE Rhône-Méditerranée 2016-2021 en cours d'élaboration, est présenté ci-dessous. Il s'agit de l'état des lieux validé en 2013.

	Etat écologique	Etat chimique
Le Rhône-Moyen	Moyen	Mauvais
Le Doux	Moyen	Bon
Le Duzon	Moyen	Indéterminé*

TABLEAU 2 : ETAT DES MASSES D'EAUX SUPERFICIELLES DU SECTEUR D'ETUDE

(*ABSENCE ACTUELLE DE LIMITES DE CLASSES POUR LE PARAMETRE CONSIDERE OU ABSENCE ACTUELLE DE REFERENCE POUR LE TYPE CONSIDERE (BIOLOGIE). POUR LES DIATOMEES, LA CLASSE D'ETAT AFFICHEE SERA "INDETERMINEE" SI L'INDICE EST CALCULE AVEC UNE VERSION DE LA NORME DIFFERENTE DE CELLE DE 2007 (NORME AFNOR NF T 90-354)

5.2.5.2 Objectifs de bon état au sens du SDAGE

Les objectifs du SDAGE 2016 - 2021 de bon état des masses d'eaux superficielles présentes sur le périmètre d'étude sont les suivants :

TABLEAU 3 : OBJECTIFS DE BON ETAT

Nom de la ressource	Etat écologique	Etat chimique	Etat global
Le Rhône-Moyen	Bon potentiel d'ici 2015	Bon état d'ici 2015	Bon état d'ici 2015
Le ruisseau le Doux de la Daronne au Rhône	Bon état d'ici 2021	Bon état d'ici 2021	Bon état d'ici 2021
Le ruisseau le Duzon	Bon potentiel d'ici 2015	Bon état d'ici 2015	Bon état d'ici 2015

L'échéance pour l'atteinte du bon état global du Rhône-Moyen est en 2021.

L'échéance pour l'atteinte du bon état global du Doux est en 2021 elle aussi.

En revanche l'échéance d'atteinte du bon état chimique/écologique du Duzon a été fixée à 2015.

5.2.5.3 Synthèse des enjeux liés au milieu récepteur

Les enjeux liés au milieu récepteur sont multiples. Ils concernent l'alimentation en eau potable (Puits de l'Observance) et le maintien de la qualité générale des cours d'eau comme le demande le SDAGE Rhône-Méditerranée.

5.2.6 POPULATION

La population légale de Tournon est de 10 545 habitants (donnée INSEE 2013).

L'évolution de la population sur la commune de Tournon a été estimée dans le cadre du Schéma Directeur d'Eau Potable à partir du pourcentage de croissance observé sur la période 1990-2013.

Le graphique ci-dessous représente les perspectives démographiques aux horizons 2020, 2025 et 2030 d'après deux tendances :

- ✓ Celle observée entre 2006 et 2012 (valeurs rouges ci-après) ;
- ✓ Celle prenant en compte l'évolution de 1999 à 2012 (valeurs violettes ci-après).

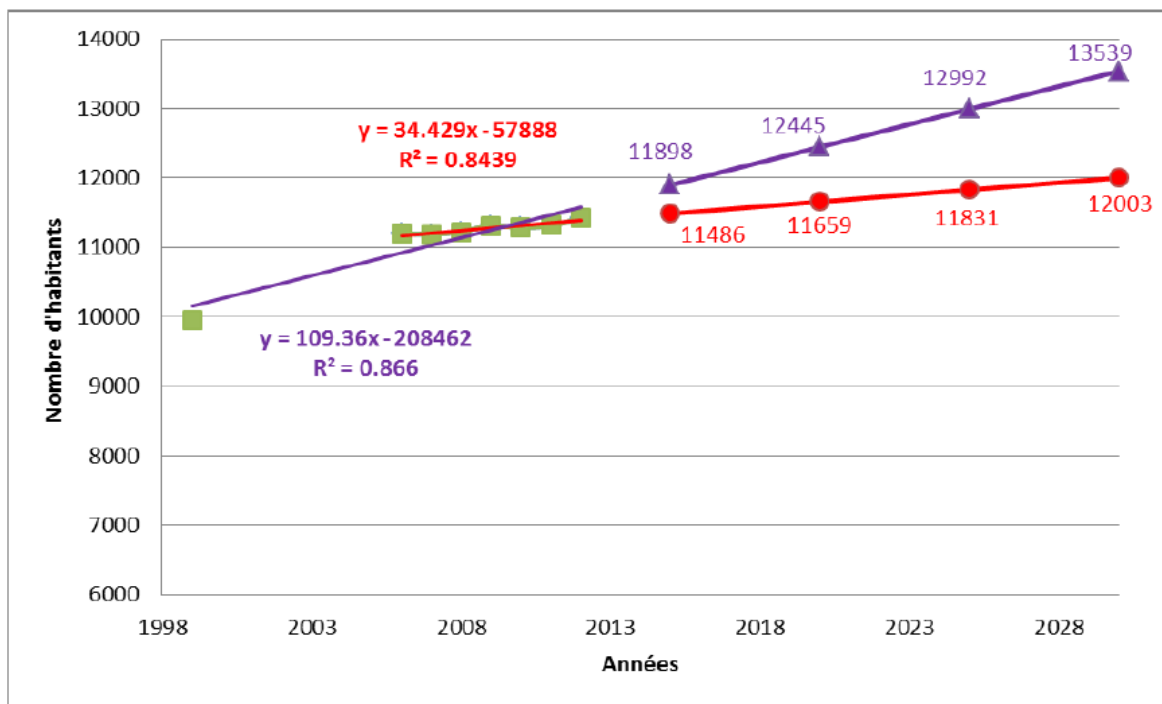


FIGURE 2 : EVOLUTION DE LA POPULATION DE TOURNON A L'HORIZON 2030

L'estimation via les coefficients de croissance actuels sur la commune de Tournon sur Rhône indique un nombre d'habitants estimé entre 12 003 et 13 539 à l'horizon 2030.

Néanmoins, d'après la dernière actualisation du PLU, les estimations d'évolution de la population ont été revues à la baisse. **Il sera retenu une valeur majorante de 12 000 personnes à l'horizon 2025 pour les estimations futures.**

5.2.7 GROS CONSOMMATEURS

La commune de Tournon compte de nombreuses entreprises sur son territoire. Le tableau suivant fourni le recensement des entreprises effectuées par l'INSEE en 2012.

TABEAU 4 : RECENSEMENT DES ENTREPRISES

	Nombre
Agriculture	43
Industrie	52
Construction	91
Commerce. transports. services divers	742
Administration publique. enseignement. santé. action sociale	177
TOTAL	1105

Le tableau suivant reprend les plus gros consommateurs en eau et évalue l'importance de l'eau dans leur processus :

TABEAU 5 : PLUS GROS CONSOMMATEURS D'EAU A TOURNON-SUR-RHONE

Entreprise	Type d'activité	Consommation 2014 (m ³)	Importance de l'eau dans le processus
Centre Hospitalier	Médicale	21 502	Haute
Piscine municipale	Communale	14 472	Haute
GAEC de la Route Panoramique	Agricole	11 643	Moyenne
FCA	Industrie	10 596	Haute
Trigano VDL	Industrie	10 335	Moyenne
Dupin Yvon	Agricole	8 605	Moyenne
Goudard Patrick	Agricole	6 232	Moyenne
Mutualité Française de l'Ardèche	Médicale	6 033	Haute
Cosmopar	Industrie	4 939	Haute
EARL Lou Cayon	Agricole	3 754	Moyenne
SARL Doubaye	Tourisme	2 512	Moyenne
Self Lavage Auto 07	Service	2 218	Haute
SARL Camping les Foulons	Tourisme	2 174	Moyenne
Dubaut Elisabeth	Agricole	2 104	Moyenne
Camping de Tournon	Tourisme	2 004	Moyenne
SARL Azalées	Tourisme	1 912	Moyenne
MCR	Industrie	1 555	Moyenne
SARL Camping Valière	Tourisme	1 439	Moyenne
Europa Discount	Service	1 011	Moyenne
SARL Hôtel Bonnet	Tourisme	976	Moyenne

La notion d'importance est jugée haute si la coupure d'eau entraîne l'arrêt immédiat de l'activité, moyenne si une coupure prolongée mettrait l'activité en difficulté, faible si l'utilisation d'eau est uniquement liée aux installations sanitaires pour les employés.

5.2.8 CONFIGURATION DE L'HABITAT

Le tableau ci-dessous présente la répartition des logements sur la commune, pour les années 1999, 2006 et 2012.

TABLEAU 6 : REPARTITION DES LOGEMENTS

	2012	2006	1999
Nombre de Logements	5510	5094	4677
Résidences Principales	86,70%	89,60%	88,90%
Résidences Secondaires	2,80%	2,10%	3,70%
Logements Vacants	10,50%	8,20%	7,40%

Globalement, le parc immobilier de la commune a augmenté de 17,8% en l'espace de 13 ans, soit une croissance moyenne de 1,35% par an et la construction d'environ 65 logements par an.

Le nombre de résidences principales a diminué, mais non de manière significative. Cette tendance se retrouve dans l'augmentation du nombre de logements non occupés sur le territoire de la commune. Les résidences secondaires, quant à elles, ne connaissent pas d'évolution.

5.3 ETAT ACTUEL DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

L'assainissement collectif constitue le principal mode d'assainissement de la commune, et concerne la partie urbanisée du territoire. Le plateau de Pierre n'est quant à lui pas desservi par le réseau d'assainissement (au niveau des hameaux).

La station d'épuration assure le traitement des effluents des trois communes : Tournon-sur-Rhône, Saint Jean de Muzols et Lemps.

Le réseau d'assainissement présente une longueur totale d'environ 84 km (44 km de réseau eaux usées, 29 km de réseau eaux pluviales et 11 km de réseau unitaire).

Le réseau de type unitaire se situe essentiellement sur le centre-ville ancien : il s'agit souvent des anciens égouts se rejetant autrefois directement au Rhône, raccordés depuis les années 1960 sur le réseau d'assainissement. On recense également 25 déversoirs d'orage (dont 9 sur St Jean de Muzols et 1 sur Lemps), 17 postes de relevage.

La gestion de l'assainissement collectif est assurée en régie depuis le 1er janvier 2007 par Eau de Tournon. Cela comprend la collecte des eaux usées domestiques et non-domestiques autorisées, leur transfert à la station d'épuration ainsi que l'évacuation des eaux traitées vers le milieu naturel.

Le périmètre d'activité du service Eau de Tournon correspond au territoire communal.

Eau de Tournon est un établissement public local à caractère industriel et commercial qui a pour mission l'alimentation en eau de la Ville de Tournon-sur-Rhône (production et distribution), la collecte des eaux usées domestiques et industrielles, leur transfert à la station d'épuration ainsi que l'évacuation des eaux traitées vers le milieu naturel.

Cette gestion intègre l'ensemble des prestations techniques, administratives, juridiques et financières afférentes à l'exploitation des installations, aux rapports avec les abonnés et aux relations avec les tiers (administrations, fournisseurs, etc.).

5.3.1 GESTION DES ABONNES ET POPULATION DESSERVIE

○ NOMBRE D'ABONNES ASSAINISSEMENT

	Au 31/12/2014	Au 31/12/2015
Nombre d'abonnés	4 332	4 389

○ TAUX DE RACCORDEMENT THEORIQUE

Il s'agit du ratio entre le nombre d'abonnés recensés au service d'assainissement et le nombre d'abonnés du service d'eau potable

	Au 31/12/2014	Au 31/12/2015
Taux de raccordement	94,2 %	94,1 %

○ POPULATION DESSERVIE

Cette valeur se base sur l'indicateur D101.0 du service d'eau potable (12 064 habitants) auquel est appliqué le taux de raccordement théorique (94,1 %) soit une population de 11 350 habitants desservis

○ TAUX DE DESSERTE PAR LES RESEAUX DE COLLECTE DES EAUX USEES

Cet indicateur détermine le nombre d'abonnés desservis par le réseau d'assainissement par rapport au nombre potentiel d'abonnés relevant de la zone d'assainissement collectif.

Indicateur de performance D201.1 : année 2015

Taux de desserte par des réseaux de collecte des eaux usées : 99 %

5.3.2 - LES VOLUMES ASSUJETIS A L'ASSAINISSEMENT

Le tableau suivant présente les volumes annuels facturés au titre de l'assainissement, par catégorie d'abonnés.

Ces volumes sont issus de la campagne de relèvement des compteurs d'eau potable

	2014	2015
Domestiques et autres	412 839 m ³	412 515 m ³
Gros consommateurs	63 640 m ³	48 955 m ³
Communaux	22 945 m ³	26 218 m ³
Total des volumes assujettis facturés	499 424 m ³	487 688 m ³

Les communes de Lempis et de Saint-Jean-de-Muzols rejettent leurs eaux usées dans le réseau tournonnais pour que celles-ci soient traitées par la station d'épuration. Ce raccordement est régi par une convention de déversement.

	2014	2015
Lempis + St Jean de M.	148 906 m ³	143 258 m ³
Volume entrant à la STEP	1 524 790 m ³	1 367 830 m ³

Les volumes provenant de Lempis et de Saint-Jean-de-Muzols représentent environ 10 % du volume total traité par la STEP.

Nota : les volumes transités des communes de Lempis et St Jean de Muzols sont issus des données d'autosurveillance.

Le volume déclaré pour la station d'épuration correspond à l'enregistrement du débitmètre d'entrée des eaux usées.

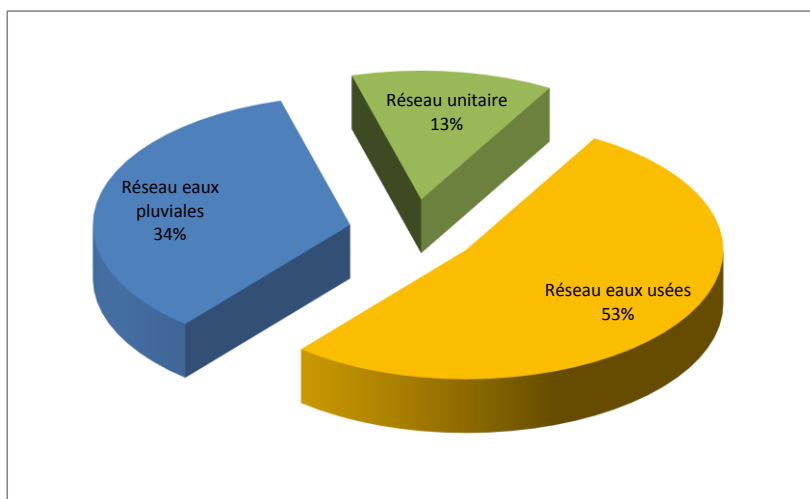
5.3.3 INFRASTRUCTURES DE COLLECTE ET DE TRANSFERT DES EAUX USEES

5.3.3.1 Canalisations d'assainissement

A partir du système d'information géographique (SIG), le linéaire de canalisations d'assainissement est estimé à 84 kilomètres, incluant la partie strictement « eaux pluviales ».

Type de réseau	Linéaire en ml
Réseau eaux usées	44 477,7ml
Réseau eaux pluviales	29 177,7ml
Réseau unitaire	10 703,5ml
TOTAL	84 358,9ml

Répartition en % du linéaire des canalisations par nature du réseau



La moitié de ces réseaux est en mode séparatif (collecte des eaux usées seulement).

Le réseau d'eaux pluviales est géré par la mairie de Tournon-sur-Rhône, et le financement d'interventions ou de travaux est rattaché au budget général de la mairie.

Les travaux d'entretien du réseau de collecte et de transfert des eaux usées sont effectués par Eau de Tournon.

5.3.3.2 Postes de relevage

Il est recensé 14 postes de relevage.

Les postes de relevage des eaux usées

Nom	Capacité	Puissance électrique	Type de télégestion
Camping	1 x 20 m ³ /h + 1 secours	6 kW	SOFREL S50
L'île	1 x 30 m ³ /h + 1 secours	6 kW	
Marquis	1 x 4 m ³ /h + 1 secours	6 kW	SOFREL

			S500
Jourdan	1 x 55 m ³ /h + 1 secours	6 kW	SOFREL S500
Farconnet	1 x 250 m ³ /h + 1 secours	36 kW	SOFREL S500
Che du Repos	1 x 14 m ³ /h + 1 secours	6 kW	
Pichonnière	1 x 23 m ³ /h + 1 secours	6 kW	SOFREL S500
Nimes	2 x 250 m ³ /h + 1 secours	30 kW	SOFREL S500
Girondes	1 x 80 m ³ /h + 1 secours 1 x 162 m ³ /h	12 kW	SOFREL S500
Vergers du Villard	1 x 14 m ³ /h + 1 secours	6 kW	SOFREL S500
Opalines	1 x 25 m ³ /h + 1 secours	6 kW	SOFREL S500
Girondy	1 x 36 m ³ /h + 1 secours	6 kW	SOFREL S10
Chapotte	1 x 20 m ³ /h + 1 secours	6 kW	
Les Conches	1 x 600 m ³ /h + 1 secours	STEP	SOFREL S500

5.3.3.3 Déversoir d'orage

Sur le réseau de Tournon, on recense 24 déversoirs d'orage permettant de décharger hydrauliquement le réseau par temps de pluie. Ces ouvrages sont situés principalement sur le réseau unitaire du centre-ville.

Parmi ces déversoirs, 6 sont réglementairement équipés de détecteurs de surverse et d'enregistrement des données (volume déversé).

Il s'agit des déversoirs situés en un point du réseau qui collecte une charge de pollution supérieure à 2000 équivalents-habitants.

Ces données d'autosurveillance sont transmises annuellement au service de Police de l'eau et à l'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse.

Nous présentons, ci-dessous, la synthèse des données d'autosurveillance 2015 :

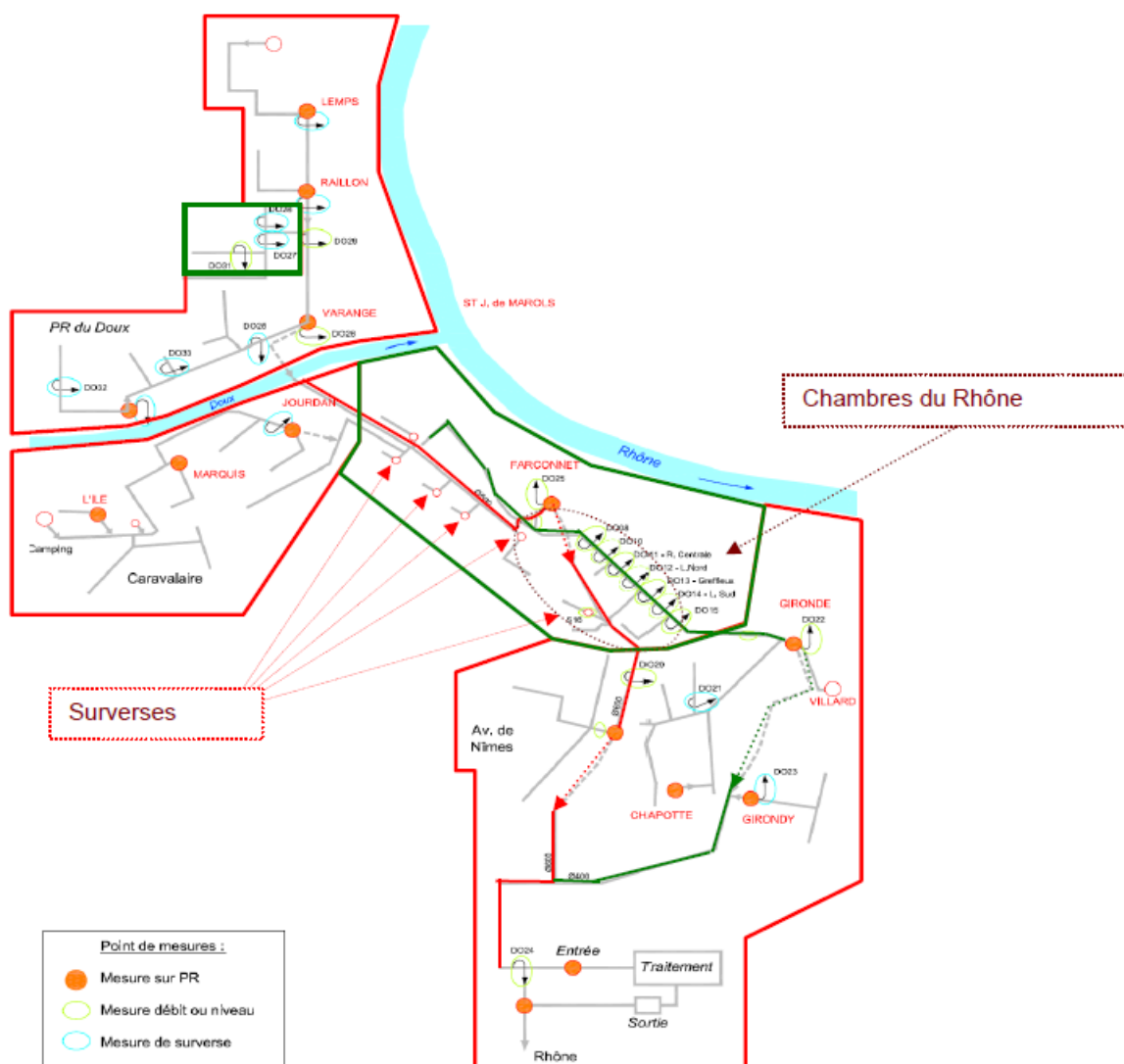
VILLE DE TOURNON SUR RHONE
SCHEMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES

	DO26		DO06		DO20		DO22		DOJO (R1)		DO30 (R1)	
	St Jean de Muzols		Tournon-quai Farconnet		Tournon - Av. de Nîmes		Tournon - PR Gironde		Tournon PR Jourdan		PR Lemps	
	Vol. surverse (en m³)	Nb de jours de surverse	Vol. surverse (en m³)	Nb de jours de surverse	Vol. surverse (en m³)	Nb de jours de surverse	Vol. surverse (en m³)	Nb de jours de surverse	Vol. surverse (en m³)	Nb de jours de surverse	Vol. surverse (en m³)	Nb de jours de surverse
Janvier	222	1	0	0	0	0	391	6	807	2	0	0
Février	356	2	0	0	22	1	177	2	53	2	249	2
Mars	125	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Avril	267	1	0	0	0	0	0	0	42	1	0	0
Mai	114	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Juin	647	3	0	0	0	0	87	1	274	3	32	1
Juillet	0	0	0	0	0	0	0	0	25	1	0	0
Août	128	1	37	1	0	0	27	1	23	1	0	0
Septembre	2 318	3	299	2	1 762	3	1 039	3	694	3	139	1
Octobre	1 328	4	0	0	1 243	2	696	2	406	2	0	0
Novembre	100	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Décembre	0	0	0	0	0	0	0	0	207	2	54	2
TOTAL	5 605	20	336	3	3 027	6	2 417	15	2 531	17	474	6

On totalise en 2015, 67 évènements de déversement sur le réseau d'eaux usées totalisant 14 390 m³ déversés au milieu par temps de pluie.

5.3.4 SYNOPTIQUE DU RESEAU D'ASSAINISSEMENT

Le synoptique du réseau de collecte des eaux usées est présenté ci-après.



5.3.5 STATION D'EPURATION

Les eaux usées de la commune de Tournon-sur-Rhône sont dirigées vers une station d'épuration (ALPHEE), construite en 1996 et localisée au Sud de la ville (code station : 060907324001).

Cette station a reçu un nouvel arrêté d'autorisation en date du 25 septembre 2015. Le traitement est réalisé par boues activées en aération prolongée.

Les caractéristiques de la station sont les suivantes :

- Capacité nominale : 25 500 équivalents habitant (EH)
- Débit nominal : 5 640 m³/jour
- Milieu récepteur : Rhône
- Charge nominale en DBO5 : 1530 kg DBO/j
- Charge nominale en DCO : 3800 kg DCO/j
- Charge nominale en MES : 1460 kg MeS/j
- Charge nominale en NTK : 560 kg NG/j
- Charge nominale en Pt : 84 kg Pt/j

Les charges annuelles moyennes pour l'année 2015 utilisent environ 75% de la capacité hydraulique nominale et 37% de la charge polluante (DBO5), les eaux parasites étant nombreuses.

La filière boue est composée d'une centrifugeuse avec injection de chaux avec pompe gaveuse.

Cette installation est exploitée en DSP par la société SAUR, avec un contrat d'affermage jusqu'en 2022.

Le fonctionnement de la station d'épuration et la qualité des effluents sont contraints aux prescriptions de l'arrêté du 25 septembre 2015 relatif au traitement des eaux usées.

Paramètres	Concentration en 24h en mg/l	Rendement épuration en %	Valeurs maximales rédictatoires
DBO5	25	80	50
DCO	125	75	250
MES	35	90	85
Azote Kjeldhal	15	70	

TABEAU 7 : NORMES DE REJET PROPOSEES SUR LA STATION D'EPURATION DE TOURNON-SUR-RHONE

Le tableau ci-après recense les charges polluantes sur 2015, ainsi que les charges disponibles en Equivalent Habitant.

	m ³ /j	Charge en kg/j			
	Débit	DBO5	DCO	NTK	Pt
Capacités nominales	5640	1530	3800	560	84
Charges actuelles	3757	582	1634	158	17
Marge de sécurité pour les pointes	30%	30%	30%	30%	30%
Charges disponibles (intégrant la marge de sécurité)	581	594	1289	273	48
Ratio pour un EH en g/j	150	60	150	15	3.5
Charges disponibles en EH	3873	9 900	8 593	18 200	13 714

TABEAU 8 : RACCORD DOMESTIQUES SUPPLEMENTAIRES ADMISSIBLES EN TERMES DE CHARGES POLLUANTES (2015)

La station d'épuration peut donc accepter environ 8 000 habitants en termes de charges polluantes (sur la base du paramètre DCO). Néanmoins au-delà de 3 800 EH supplémentaires, une réduction des eaux parasites sera nécessaire pour éviter une surcharge hydraulique.

Une partie du programme de travaux établi par SAFEGE dans le cadre du Schéma Directeur d'Assainissement vise à réduire ces eaux claires parasites.

5.4 ETAT ACTUEL DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

Toute habitation doit être raccordée à un système d'épuration collectif ou disposer d'une installation d'assainissement individuelle en bon état de marche.

L'assainissement non collectif concerne les quartiers excentrés, principalement sur le plateau, relevant du mode d'assainissement autonome.

Suite à la Loi sur l'eau du 30 décembre 2006, les communes doivent mettre en place un contrôle des dispositifs d'assainissement non collectif. Le Service Public de l'Assainissement Non Collectif (SPANC) a la charge de ces contrôles. Cette compétence est assurée par ARCHE AGGLO (transfert de compétence) pour l'ensemble du territoire de l'intercommunalité.

Le SPANC a ainsi l'obligation de contrôler la bonne réalisation des installations neuves et de vérifier régulièrement le bon fonctionnement des dispositifs existants.

Les missions réglementaires d'un SPANC sont :

- le contrôle de la conception et réalisation des installations neuves,
- le contrôle du bon fonctionnement des installations existantes,
- la gestion de la relation entre le service et les usagers,
- le recouvrement de la redevance d'assainissement non collectif.

Les installations d'assainissement non collectif sur la commune de Tournon-sur-Rhône sont au nombre de 129, qui ont été entièrement visitées. Les chiffres suivants concernant l'état de ces installations sont donnés par ARCHE AGGLO (service SPANC) :

- Bon fonctionnement : 15
- Fonctionnement acceptable : 79
- A réhabiliter : 35.

5.5 ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

L'ensemble des zones urbaines sont desservies par le réseau d'assainissement, à l'exception de quelques parcelles situées en extrémité de réseau et non raccordées pour des raisons économiques.

On ressent ainsi une dizaine d'habitations en zones urbaines relevant de l'assainissement non collectif. Le coût de raccordement au réseau a été estimé pour chacune, il est souvent prohibitif. Ce raccordement pourra être envisagé au cas par cas selon le contexte (nuisances avérées, changement de destination du bâtiment...).

L'ensemble des zones non urbaines de la commune relève de l'assainissement non collectif.

5.5.1 ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

Le zonage de l'urbanisation considéré ci-après correspond aux zones définies dans le Plan Local d'Urbanisme. Le zonage d'assainissement a été élaboré selon les principes suivants :

- ✓ Assainissement collectif pour l'ensemble des zones urbanisées et urbanisables, ayant un accès direct à un réseau d'assainissement existant ou prévu ;
- ✓ Les « secondes franges », parcelles urbanisées ou urbanisables proches d'un réseau d'assainissement existant ou prévu et y ayant accès via une et une seule parcelle privée, sont inscrites en zone d'assainissement collectif. Les propriétaires d'habitations situées sur de telles parcelles voient leur raccordement soumis à l'acceptation d'un passage du branchement sous servitude privée par le propriétaire de la parcelle voisine le séparant du réseau ;
- ✓ Assainissement non collectif pour les autres secteurs et ceux non desservis par le réseau d'assainissement collectif existant. Il s'agit de hameaux ou lieux-dits pour lesquels le scénario de l'assainissement collectif a été écarté du fait :
 - De l'absence de perspectives d'urbanisation ;
 - de l'éloignement des réseaux existants et/ou des coûts prohibitifs de raccordement pour le particulier ;
 - du faible nombre d'habitations concernées ;
 - des possibilités de mise en œuvre ou de réhabilitation des dispositifs d'assainissement individuel dans les secteurs non raccordés au réseau d'assainissement collectif.

En définitive, la zone d'assainissement collectif regroupe l'ensemble des zones UA, UB et UI (habitats, commerces, industries, artisanats) ainsi que certaines parcelles habitées et déjà raccordées en zones agricoles (A et Ah).

En dehors de la zone d'assainissement collectif, l'assainissement sera de type non collectif. Les dispositifs à mettre en place dépendront alors de la nature du sol. Il conviendra de s'appuyer sur des études de sol rigoureuses, permettant de définir et de dimensionner avec précision la filière d'assainissement individuel à mettre en œuvre.

5.5.2 PRESENTATION DE LA CARTE DE ZONAGE

La carte de zonage d'assainissement collectif est jointe en annexe. Cette carte définit la zone d'assainissement collectif et la zone d'assainissement non collectif, sur lesquelles les règles énoncées par ailleurs (cf *Supra* 5.5) s'appliquent.

Le tracé du périmètre est établi sur un fond cadastral.

Il est rappelé que le classement d'une parcelle en zone d'assainissement collectif a simplement pour effet de déterminer le mode d'assainissement qui sera retenu et ne peut en aucun cas avoir pour effet :

- ✓ ni d'engager la collectivité sur un délai de réalisation des travaux d'assainissement ;

- ✓ ni d'éviter au pétitionnaire de réaliser une installation d'assainissement conforme à la réglementation dans le cas où la date de livraison des constructions est antérieure à la date de desserte des parcelles par le réseau d'assainissement ;
- ✓ ni de constituer un droit, pour les propriétaires des parcelles concernées et les constructeurs qui viennent y réaliser des opérations, à obtenir gratuitement la réalisation des équipements publics d'assainissement nécessaires à leur desserte. Une participation pour le financement de l'assainissement collectif (PFAC) est demandée ;
- ✓ ni de rendre le terrain constructible.

Il constitue une pièce importante opposable aux tiers. En effet, toute attribution nouvelle de certificat d'urbanisme sur la commune tiendra compte de ce plan de zonage d'assainissement.

5.5.3 PERSPECTIVES D'EVOLUTION DES FLUX COLLECTES ET IMPACT SUR LA STATION D'EPURATION

Cette partie présente les évolutions possibles des flux collectés par la station d'épuration de Tournon-sur-Rhône à l'horizon 2025 sur la base des possibilités parcellaires actuelles de la commune de Tournon.

L'étude s'appuie uniquement sur les objectifs d'extension de l'urbanisation visés par la commune, d'après le PLU de 2017.

La tendance retenue est conforme à celle rapportée par le PLU, à savoir un plafond à 12 000 habitants à l'horizon 2025.

5.5.3.1 Zones d'urbanisation futures

Au total, **20,5 ha** sont inscrits dans les zones à urbaniser, dont 5,9 ha en zone urbaine classique, et 14,6 ha en zone d'activités.

5.5.3.2 Demande domestique future

Le tableau ci-dessous présente les perspectives d'évolution démographiques retenues, ainsi que les consommations en eau potable supplémentaires correspondantes (base SDAEP 2016).

TABEAU 9 : DEMANDE EN EAU DOMESTIQUE FUTURE

Augmentation population entre 2012 et 2025	+ 1 200 EH
Dotation L/j/hab	103
Consommation supplémentaire 2025	123 m³/j

La consommation supplémentaire due à l'accroissement démographique d'ici 2025 devrait augmenter les besoins en eau de **123 m³/j**.

5.5.3.3 Zones d'activités futures

Au total, **14,6 ha** sont inscrits dans les zones à urbaniser, dont 5,9 ha en zone urbaine classique, et 14,6 ha en zone d'activités. En considérant un ratio de rejet des ZA futures de l'ordre de 2 m³/ha/j, la consommation des zones d'activités futures est évaluée à **30 m³/j**

5.5.3.4 Estimation du volume d'Eaux Usées futures

Les prévisions du PLU à l'horizon 2025 correspondent à un volume futur supplémentaire en eau potable de **153 m³/j**.

Le volume d'eaux usées supplémentaires est donc estimé à **153 m³/j**.

5.5.3.5 Flux et pollutions futurs en entrée STEP - étude capacitaire à l'horizon 2025

Il est estimé une augmentation de 153 m³/j par rapport aux 3 757 m³/j actuels (soit 4,1 %).

De la même manière, l'augmentation des charges polluantes impactera les capacités de la STEP.

Le tableau ci-dessous présente les valeurs nominales, actuelles et futures, pour les paramètres de charge classiques en entrée de la station d'épuration.

Situation	DBO5 (kg/j)	DCO (kg/j)	NTK
Capacité nominale	1530	3800	560
Situation actuelle jour moyen	582	1634	158
Situation en 2025 estimée jour moyen	606	1701	164

5.5.3.6 Conclusion :

D'après nos estimations, la capacité nominale de la station d'épuration de Tournon est suffisante pour accueillir les flux de pollution supplémentaires en 2025 liés à l'accroissement de la population et à l'évolution de l'urbanisation sur le territoire de Tournon-sur-Rhône.

6 ANNEXES

Annexe 1 : Carte de zonage eaux usées